

Synthèse régionale

2016 : confirmation de la reprise amorcée en 2015

En 2016, le redémarrage économique amorcé en 2015 se confirme. L'emploi accentue sa croissance et le nombre de demandeurs d'emploi baisse après plusieurs années de hausse. Les indicateurs conjoncturels sur la démographie d'entreprises et la construction restent bien orientés. Toutefois des difficultés persistent en termes d'emploi dans la construction ainsi que pour une partie du secteur agricole.

Valérie Molina, Insee

L'emploi salarié confirme sa reprise amorcée en 2015

Après trois années de baisse entre 2012 et 2014 (14 000 emplois détruits sur la période) et une année d'amorce de reprise en 2015 (plus de 5 000 emplois créés), l'emploi salarié confirme sa bonne santé en 2016 avec plus de 10 000 nouveaux emplois créés (+ 1,4 %). Comme en 2015, la progression est plus forte qu'en moyenne nationale (+ 1,2 %). Le tertiaire marchand porte encore l'essentiel de ces créations avec en un an plus de 6 300 emplois supplémentaires dans les services hors intérim, et 2 100 dans le commerce. L'emploi dans l'industrie se redresse, notamment dans l'agroalimentaire, avec 700 emplois supplémentaires.

En parallèle, les créations d'entreprises augmentent, notamment les sociétés, généralement créatrices d'emploi. Les nouvelles entreprises sont plus nombreuses dans les principaux secteurs d'activité.

La baisse du nombre de demandeurs d'emploi observée au 1^{er} trimestre 2016 s'est confirmée

Pour la première fois depuis 2007, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A diminue sur un an. La baisse est de 4,7 % en 2016. Toutefois, en intégrant les chômeurs ayant exercé une activité réduite (catégories A, B ou C), la baisse s'avère plus limitée (- 0,5 %). Les jeunes sont les principaux bénéficiaires de l'amélioration du marché du travail.

Le taux de chômage breton se situe fin 2016 à 8,5 % de la population active. Il a baissé de 0,3 point en un an et est inférieur de 1,2 point à celui de la France métropolitaine. À ce titre, la Bretagne figure toujours au 2^e rang des régions les

moins touchées par le chômage, derrière les Pays de la Loire.

Un moindre recours aux minima sociaux

En Bretagne, 6,2 % de la population appartient à un foyer allocataire de la prime d'activité, alors que cette part est de 7,4 % en moyenne nationale. Comme en France, pour la première fois depuis la création du RSA, le nombre d'allocataires du RSA socle diminue en Bretagne. Ainsi, la région compte 3,5 % des allocataires de France métropolitaine alors qu'elle regroupe 5,1 % de sa population.

Par ailleurs, le nombre de dossiers de surendettement déposés en Bretagne diminue pour la troisième année consécutive (- 12,2 % en 2016).

Pas de reprise d'emploi dans la construction malgré des signaux positifs

Dans la construction, les signes de rebonds observés en 2015 se sont confirmés et, en 2016, les permis de construire, tout comme les mises en chantier, progressent. Malgré cette conjoncture favorable, l'emploi dans ce secteur poursuit sa baisse, à un rythme cependant ralenti, avec près de 400 emplois salariés de moins en 2016. Dans ce secteur, 12 000 emplois ont été détruits depuis 2008.

Après deux années d'une croissance soutenue, la fréquentation touristique, mesurée par les nuitées dans les hôtels et les campings, recule de 2,2 % en 2016. La hausse des nuitées dans les hôtels, en particulier en basse saison, ne suffit pas à compenser le recul marqué de celles enregistrées dans les campings.

Dans l'agriculture, la conjoncture s'est avérée plutôt difficile en 2016. Cela

concerne en premier lieu le secteur du lait, dans lequel le prix de production a diminué en début d'année en raison d'une offre surabondante. En outre, le cours des bovins se replie, poussé à la baisse notamment par l'afflux des réformes de vaches laitières. Indirectement, la grippe aviaire touche la Bretagne. En revanche, le prix du porc remonte, après plusieurs années de crise. La baisse du coût des aliments est par ailleurs favorable aux différents secteurs de l'élevage.

Enfin, les transports en Bretagne affichent une vitalité certaine avec à la fois une hausse du trafic aérien de voyageurs, une augmentation des immatriculations et une croissance du trafic routier de marchandises.

Hausse de l'emploi salarié dans tous les départements à l'exception des Côtes-d'Armor

L'emploi diminue dans les Côtes-d'Armor, en particulier dans le secteur tertiaire marchand, en raison de la contraction marquée des effectifs salariés de l'intérim au dernier trimestre 2016. Ainsi, le taux de chômage reste quasiment stable dans les Côtes-d'Armor (9 %) alors qu'il diminue plus significativement dans les trois autres départements bretons. Le département du Morbihan, pour sa part, connaît une bonne année économique avec, notamment, près de 3 000 emplois créés en 2016 et un taux de chômage en baisse de 0,4 point (9 % fin 2016). Dans le même temps, après une année 2015 difficile, le Finistère crée 2 000 emplois avec un taux de chômage s'établissant à 8,8 % (- 0,4 point). L'Ille-et-Vilaine reste le département moteur de la région. Il concentre plus de la moitié des emplois régionaux créés en 2016. Le taux de chômage y atteint 7,8 % fin 2016 (- 0,2 point). ■

Contexte national

L'économie française accélère à peine en 2016

Clément Bortoli, Division Synthèse conjoncturelle, Insee

La reprise se confirme dans la zone euro

En 2016, l'activité mondiale augmente à un rythme presque identique à celui des années précédentes : + 3,0 % après + 3,1 % en 2015 et + 3,4 % en 2014. L'activité reprend quelques couleurs dans les pays émergents après un fort ralentissement l'année passée : la croissance économique chinoise se stabilise, après cinq années de diminution, et l'activité se contracte moins fortement qu'en 2015 chez les grands exportateurs de matières premières que sont le Brésil et la Russie. Dans les économies avancées, l'activité ralentit (+ 1,7 % après + 2,0 % en 2015) essentiellement du fait des États-Unis (+ 1,6 % après + 2,6 %) où la demande des entreprises s'infléchit nettement, notamment dans le secteur minier. La croissance britannique reste allante, un peu moins toutefois que l'année précédente (+ 1,8 % après + 2,2 %). Dans la zone euro, la reprise se confirme : + 1,6 % après + 1,5 %. Plusieurs facteurs externes favorisent l'activité européenne. D'une part, la baisse des cours du pétrole et des autres matières premières, entamée en 2015, se prolonge en 2016, ce qui soutient le pouvoir d'achat des ménages, et donc leur consommation. D'autre part, la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) reste accommodante en maintenant les taux d'intérêt à un niveau faible et en soutenant la reprise du crédit aux entreprises, ce qui favorise leur investissement. Les disparités de croissance demeurent : elle est plus soutenue en Espagne et en Allemagne qu'en France et en Italie. Au total, le commerce mondial ralentit en 2016, à + 1,5 %, soit sa plus faible croissance depuis 2009, essentiellement du fait de l'atonie persistante des importations émergentes et du ralentissement américain.

L'économie française accélère à peine en 2016

Dans le mouvement européen, la croissance française s'élève légèrement : le PIB progresse de 1,2 % en volume, après + 1,1 % en 2015. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011 (figure 1).

La demande intérieure hors stocks accélère nettement (contribution de + 2,1 points à la croissance du PIB en 2016 contre + 1,3 point en 2015), portée par les ménages : leur consommation gagne en dynamisme (+ 2,3 % après + 1,4 %), dans le sillage de leur pouvoir d'achat, et leur investissement rebondit après plusieurs années de repli (+ 2,4 % après - 2,1 %). Du côté de la demande publique, la consommation des administrations accélère légèrement (+ 1,3 % après + 1,1 %) tandis que leur investissement cesse quasiment de diminuer (- 0,1 % après - 3,0 %). Enfin, l'investissement des entreprises non financières accélère un peu plus encore (+ 3,6 % après + 3,1 %).

En revanche, le comportement de stockage des entreprises se retourne (contribuant pour - 0,2 point à la croissance annuelle, après + 0,3 point en 2015) et le commerce extérieur pèse davantage sur la croissance qu'en 2015 (- 0,8 point contre - 0,5 point) : en effet, les exportations ralentissent fortement alors que les importations gardent un rythme soutenu.

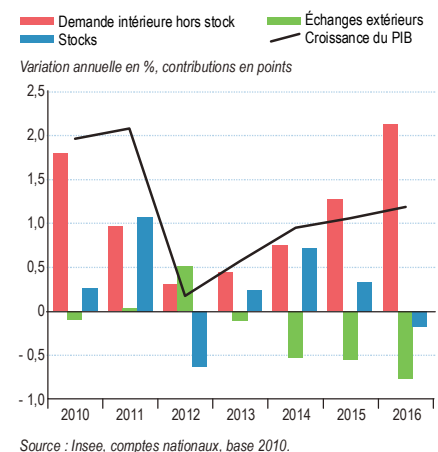
L'emploi total accélère

L'emploi total accélère : + 215 000 sur un an fin 2016, après + 121 000 un an auparavant. Il est porté par l'emploi salarié marchand non agricole (+ 193 000 après + 99 000) qui bénéficie de la légère accélération de l'activité marchande et des dispositifs de baisse du coût du travail qui enrichissent la croissance en emploi. Ainsi, le taux de chômage en France entière continue de baisser modérément, passant de 10,2 % fin 2015 à 10,0 % fin 2016.

Le pouvoir d'achat des ménages accélère nettement

En moyenne annuelle, les prix de la consommation se replient légèrement en 2016 (- 0,1 % après + 0,3 %), tandis que le revenu disponible des ménages accélère (+ 1,7 % après + 1,1 %). Ainsi, le pouvoir d'achat des ménages gagne de la vigueur (+ 1,8 % après + 0,8 %), retrouvant une croissance inédite depuis 2007 (figure 2).

1 Le dynamisme de la demande est quasiment compensé par le commerce extérieur et le comportement de stockage des entreprises



2 Le regain de pouvoir d'achat a permis aux ménages de consommer davantage

